

Politiques économiques

C'est dans la demande intérieure finale que réside la principale différence entre les deux économies. Au Canada, le volume des dépenses intérieures en biens et en services a continué à progresser, alors qu'il a diminué de plus de 4 p. 100 aux États-Unis.

Malgré le ralentissement économique dû à la récession à l'étranger, comparativement à la situation prévalant dans la plupart des autres pays, le taux de chômage a relativement peu progressé au Canada, même si, dans l'absolu, le gouvernement trouve qu'il est beaucoup trop élevé.

Il importe de souligner que, de par l'âge et la structure de sa population, le Canada est de tous les pays industrialisés, celui où la population active s'accroît le plus. Il y a au Canada plus de jeunes gens qui entrent sur le marché du travail que dans n'importe quel autre pays industrialisé. Nos réalisations plutôt bonnes à ce chapitre sont attribuables à l'emploi, qui a continué d'augmenter à un rythme assez rapide, en dépit de conditions économiques défavorables. En février, par exemple, le nombre des travailleurs avait augmenté de près de 300,000 par rapport à l'an dernier, ce qui représente une hausse de 3.2 p. 100, soit un peu plus que le taux de croissance qui a caractérisé la dernière décennie.

Maintenant, permettez-moi de parler un peu de la question de la compétitivité du Canada par rapport aux autres pays. Que dire de ceux qui prétendent que nos politiques prétendument contradictoires ont contribué à affaiblir la position concurrentielle du Canada? Je ne nie pas du tout que notre position concurrentielle au plan international risquait d'être gravement compromise. C'est bien sûr pour cela que le gouvernement a lancé en octobre dernier un programme national d'envergure pour lutter contre l'inflation avec la collaboration des provinces, afin de briser la spirale coût-prix propre à l'économie canadienne qui menaçait de saper notre position concurrentielle tant au Canada qu'à l'étranger.

Le problème croissant de la spirale coût-prix dû à des causes canadiennes, qui devenait rapidement l'an dernier la source première des pressions inflationnistes au Canada, était dans une large mesure attribuable au succès des politiques et des programmes du gouvernement destinés à minimiser les conséquences, sur l'économie et la population canadienne, de l'inflation et de la récession à l'étranger.

● (1630)

Si le Canada, à l'instar de certains autres pays, avait laissé l'inflation et la récession à l'étranger éroder le revenu réel des Canadiens et leur pouvoir réel d'acheter des biens et des services les Canadiens auraient également souffert d'une récession massive et d'une forte hausse du chômage. Dans ces circonstances, nous aurions sans doute subi des pressions à la hausse sensiblement moins fortes sur les coûts et les prix. Pour notre part, nous étions résolus à chercher un moyen qui nous permettrait de contenir les prix et revenus au Canada, sans imposer trop de privations aux Canadiens en ce qui concerne la production, l'emploi et les revenus réels.

J'espère que durant ce débat, l'opposition officielle nous laissera savoir si de l'avis du parti conservateur nous aurions dû provoquer une grave récession pour désamorcer les pressions intérieures exercées par l'inflation des coûts. Comme les députés le savent, nous avons tenté durant de nombreux mois de faire un consensus parmi les principaux groupes de notre économie en faveur de la restriction volontaire des prix et des revenus. Quand cette initiative s'est révélée vaine, nous avons finalement constaté que nous ne pouvions faire autrement que d'imposer des restrictions obligatoires aux principaux groupes de notre éco-

[M. Macdonald (Rosedale).]

nomie afin de freiner l'inflation sans mettre en danger nos perspectives d'une saine reprise de l'expansion économique.

J'aimerais maintenant relever le passage de la motion du député où il est question des politiques économiques contradictoires de l'administration actuelle. J'aimerais rappeler quelques-unes des politiques que lui et ses collègues ont préconisées pendant la période que je viens de passer en revue, pour voir où se trouve la contradiction.

Quelle est, par exemple, la position du parti conservateur sur l'ensemble de la politique fiscale et monétaire? Pense-t-il qu'elle devrait être plus expansionniste ou davantage restrictive? Prenons au hasard quelques déclarations de divers porte-parole du parti conservateur pour voir comment ils abordent cette question.

Premièrement, il y a presque un an exactement, le 26 mars 1975, le député de York-Simcoe (M. Stevens) qui a présenté la motion à l'étude, s'était plaint, selon le *Star* de Toronto, que le budget de novembre 1974 présenté par mon prédécesseur ne stimulait pas suffisamment l'économie et avait prétendu qu'il fallait un nouveau budget: «Nous en avons besoin maintenant plus que jamais.» Puis, nous constatons que le même député, participant au débat qui a suivi le budget de juin 1975, lequel soit dit en passant, permettait d'injecter dans l'économie de nouveaux stimulants, ce même député, dis-je, a fait volte-face. Il a soutenu que le gouvernement devrait pratiquer des coupures importantes dans ses dépenses de manière à réduire à la fois le déficit budgétaire et le déficit de caisse, dont l'effet aurait naturellement été de diminuer les stimulants au lieu d'en ajouter à la politique économique du gouvernement.

Le 25 octobre 1975, le critique financier du parti conservateur était cité encore une fois par le *Star* de Toronto lors de la présentation de sa candidature au poste de chef de son parti. Il donnait alors l'avertissement que ses collègues conservateurs voteraient contre le programme de restriction des prix et des revenus du gouvernement, à moins que celui-ci ne soit assorti de plus de restrictions monétaires et fiscales.

Quelle est la position du parti conservateur? Ma foi, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), un des intellectuels qui dirigent le parti d'en face et conseiller des premières banquettes, a ajouté une nouvelle note à la confusion générale en soutenant, le 19 décembre 1975, que l'économie s'acheminait vers la récession et il exhortait en conséquence le gouvernement à adopter des politiques plus expansionnistes. Mais le 6 janvier 1976, un autre député des premières banquettes de l'opposition, le député de Don Valley (M. Gillies), l'ancien critique officiel en matière financières, a paru revenir sur ses positions quand il a dit qu'il était en faveur de politiques économiques plus restrictives, en particulier dans son plaidoyer en faveur d'un budget fédéral équilibré.

Le 1^{er} mars 1976, le *Financial Times* rapportait les propos du député de Rocky Mountain (M. Clark), maintenant chef de l'opposition officielle, qui déclarait dans le cours de sa propre campagne d'élection à la tête de son parti que le gouvernement devrait donner un exemple spectaculaire de modération en réduisant nettement le taux de croissance de la masse monétaire et la croissance de ses dépenses.

Sur la foi de ces observations, un homme raisonnable pourrait raisonnablement conclure que le parti conservateur est maintenant d'avis, contrairement à la position—et le député de York-Simcoe est du même avis—que défendait le député de York-Simcoe il y a un an; à savoir que le gouvernement aurait dû adopter des politiques financières